

01/07/2026

Face à la décroissance, l'impératif écologique, c'est la prospérité

Post RS

Au Mouvement réformateur, nous sommes convaincus que c'est la croissance qui sauvera le climat. Les chiffres le démontrent. Refusons le faux choix entre sauver la planète et renoncer aux standards de vie occidentaux. La décroissance n'est pas la solution au défi climatique : elle en est l'obstacle. La véritable écologie n'est pas punitive, elle est positive ; elle ne se finance pas dans la pauvreté organisée mais dans la prospérité retrouvée. Notre boussole reste ce triangle d'équilibre : les libertés individuelles, l'impératif climatique et le bien-être socio-économique, avec pour balises le prix, la sécurité d'approvisionnement et la durabilité. Si nous voulons sauver le climat, le vrai problème de notre époque n'est pas d'avoir trop de croissance : c'est de ne pas en avoir assez.

Abstract

- *Les défenseurs de la décroissance proposent de réduire délibérément la production et la consommation, au moins dans les pays riches, en partant du postulat que croissance et pollution seraient indissociables. Le découplage, notre voie, fait le pari inverse : croître et continuer d'accroître notre prospérité et notre bien-être sans émettre davantage. Notre position est claire : la décroissance n'est pas la solution, elle est l'obstacle à la réalisation de nos objectifs climatiques. La priorité, c'est la croissance et la prospérité — seules capables de financer nos investissements climatiques et notre transition énergétique.*
- *Les chiffres le démontrent : la décroissance échoue. Elle est dirigiste et liberticide (l'État y décide des « besoins légitimes »), socialement explosive (Gilets jaunes, révolte agricole) et mathématiquement insuffisante : même un mode de vie ascétique ne ferait pas descendre un Français ou un Belge sous les 4 à 5 tonnes de CO₂, loin de la cible de 2 tonnes. Elle assèche également les recettes des entreprises et de l'État — on ne décarbone pas une économie exsangue — et brise l'ascenseur social : depuis plus de deux siècles, c'est la croissance qui fait reculer la pauvreté. Décroître, c'est condamner d'abord les plus fragiles et enfermer la société dans la défiance et le jeu à somme nulle.*
- *De plus en plus de pays parviennent à augmenter leur croissance et leurs richesses produites tout en diminuant leurs émissions de CO₂. Ce mouvement suit une loi robuste, la courbe de Kuznets environnementale : après une phase de développement polluante, un pays qui atteint un certain niveau de richesse voit sa pollution culminer, se stabiliser, puis chuter. C'est ce qu'on appelle le découplage. Il fonctionne — et il est prouvé. On distingue le découplage relatif (les émissions augmentent moins vite que le PIB) du découplage absolu (elles baissent alors que le PIB croît), lui-même mesuré en émissions territoriales ou de consommation. Les faits l'attestent : 23 pays ont découplé PIB et émissions territoriales (GIEC 2022), 14 même en intégrant leurs importations. Sur une longue période (1960-2022), l'empreinte par habitant des pays riches — CO₂, matières, énergie, soufre — a culminé puis reflué pendant que le PIB augmentait, et ce, après correction des délocalisations. Mieux, les économies avancées se dématérialisent : aux États-Unis, la consommation d'acier, d'aluminium et de cuivre recule, l'industrie produit plus avec moins, et l'agriculture nourrit davantage sur moins de terres, d'eau et d'engrais. La prospérité continue d'élever le bien-être et notre capacité à protéger la planète et notre niveau de vie.*

- *Notre projet : une révolution industrielle libérale portée par la croissance — nucléaire (prolongation + nouveau parc SMR/4^e génération dès 2040) et renouvelables, électrification, captation du CO₂, hydrogène et molécules vertes, mines propres, carburants synthétiques, agriculture de précision et reforestation. Elle est déjà à l'œuvre : le solaire et les batteries électrifient de plus en plus. L'ennemi n'est pas la consommation, mais le précautionnisme, l'inertie publique et le discours décroissant. Le vrai problème de notre époque n'est pas d'avoir trop de croissance : c'est de ne pas en avoir assez.*

Chiffres Clé :

Objectifs carbone & décroissance

- **0–0,5 %/an** : la croissance occidentale que le camp décroissant propose de ne pas dépasser.
- **11 t CO₂/an** : empreinte moyenne d'un Français aujourd'hui.
- **2 t CO₂/an** : la cible à atteindre par personne.
- **4 à 5 t CO₂/an** : plancher atteignable même en mode de vie ascétique en suivant un modèle sans croissance économique (Carbone 4, « Faire sa part », 2019).
- **+2 siècles** : durée sur laquelle se vérifie le lien croissance économique → recul de la pauvreté.
- **15 dernières années** : période sur laquelle ce lien s'est encore renforcé.

Découplage entre croissance économique et émissions de CO₂ — pays (GIEC 2022)

- **23 pays** ont découpé leur PIB de leurs émissions territoriales.
- **14** d'entre eux y parviennent aussi en émissions de consommation (biens importés inclus).
- **67 sur 116** pays émergents ont amorcé un découplage relatif.

Économies à haut revenu, 1960–2022

- CO₂ par habitant : pic ≈ **15 t** au milieu des années 2000, puis reflux **sous 13 t**.
- Émissions de soufre : pic dès les **années 1970**, puis effondrement.
- Empreinte matière et énergie primaire : plafond au milieu des années 2000.

États-Unis, 1980–2011

- PIB **+128 %**
- population **+37 %**
- émissions des 6 principaux polluants **–63 %**

Dématérialisation aux États-Unis (2000–2015) — consommation des 5 grands métaux

- Acier **–15 %** (2015 vs 2000)
- Aluminium **–32 %**
- Cuivre **–40 %**

Agriculture US

- Engrais **–25 %** (2015 vs pic de 1999)
- Eau pour les cultures **–22 %** (vs maximum de 1984)
- Surface céréalière réduite d'une superficie **équivalente à l'État de Washington**, avec une production en hausse.
- Exploitations agricoles : **2,5 millions (1982) → 2,05 millions (2017)**, production en hausse.

1. *Sobriété/décroissance VS découplage : Deux visions s'affrontent*

Face au défi climatique, deux écoles s'opposent.

La première prêche la « **sobriété** » — un mot poli pour désigner **la décroissance**. La décroissance est l'idée qu'il faut réduire délibérément la production et la consommation — au moins dans les pays riches — pour ramener notre empreinte dans les limites de la planète. Elle repose sur un postulat simple : puisque croissance et pollution seraient indissociables, moins produire et donc moins consommer serait le seul moyen de moins polluer.

La seconde école, la nôtre, mise sur le **découplage**. Le découplage est l'idée que l'on peut rompre le lien, longtemps tenu pour indéfectible, entre la croissance économique et la dégradation de l'environnement. Concrètement : produire et consommer davantage sans émettre davantage. C'est le pari inverse de la décroissance.

Il nous faut donc transformer en profondeur l'appareil productif pour que la croissance de nos activités cesse d'alourdir les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif ultime est un découplage total, où l'activité humaine n'endommage plus la nature. Nous ne voulons pas moins d'économie ; nous voulons une économie qui ne pollue plus.

Ce combat n'a rien d'abstrait. Un récent rapport international sur la justice sociale propose ainsi de ramener la croissance occidentale à 0–0,5 % par an, et des économistes de premier plan présentent désormais la croissance comme une stratégie condamnée. C'est précisément cette voie de l'appauvrissement organisé que nous refusons.

2. *L'impasse de la décroissance*

Elle est dirigiste, voire liberticide. Elle suppose qu'une autorité décide, à notre place, quels besoins sont « légitimes » et à quel rythme les satisfaire. C'est une mise sous tutelle des libertés que nous combattons par principe.

Elle est socialement explosive. Des Gilets jaunes à la révolte des agriculteurs européens, on mesure le rejet populaire de l'écologie de la contrainte. Demain, avec des mesures encore plus dures dans tous les secteurs à la fois, ce rejet deviendrait ingérable.

Elle est mathématiquement insuffisante. Même dans sa version la plus radicale, elle n'atteint pas l'objectif. Un Français émet en moyenne 11 tonnes de CO₂ par an ; la cible est de 2 tonnes. Or, même en renonçant à l'avion et à la voiture, à la viande, au poisson et aux produits laitiers, en n'achetant plus que d'occasion et en se chauffant à 18 degrés sous plusieurs pulls, il descendrait péniblement à 4 ou 5 tonnes (analyse « Faire sa part », Carbone 4, 2019). L'ascèse maximale échoue à mi-chemin de l'objectif.

Elle scie la branche sur laquelle elle est assise. Si toute la population s'appauvrit volontairement, entreprises et État se retrouvent sans recettes. Comment financer alors les investissements colossaux de décarbonation ? On ne décarbone pas une économie exsangue. La décroissance tarit la source même de la richesse dont dépend la transition.

Elle briserait l'ascenseur social mondial. Depuis plus de deux siècles, dans toutes les régions du monde, c'est la croissance du revenu par habitant qui a fait reculer la pauvreté : le lien est l'un des plus robustes de toute la recherche économique, et il s'est encore renforcé au cours des quinze dernières années. Là où les plus pauvres ont décroché, c'est presque toujours parce que l'économie a cessé de croître — jamais parce que la croissance aurait été captée par quelques-uns. Les revenus des plus modestes et la productivité avancent, de fait, main dans la main. Organiser la décroissance, c'est donc condamner d'abord les plus fragiles à la stagnation.

Elle nous enferme dans une société de repli. Une économie qui stagne se referme : elle érode le soutien à la solidarité, nourrit la défiance envers les institutions, attise les tensions entre groupes et pousse chacun à accaparer des ressources devenues rares.

Ce n'est pas un hasard si les périodes de croissance atone coïncident avec le retour des crispations politiques. La décroissance ne produit pas la sobriété heureuse, mais le jeu à somme nulle.

3. Le découplage n'est pas un mythe : il est prouvé

Nos adversaires ne veulent pas du découplage. Les faits leur donnent tort.

On distingue le **découplage absolu**, qui correspond à une baisse effective des émissions à mesure que le PIB augmente, du **découplage relatif**, dans lequel les émissions continuent de croître, mais moins vite que le PIB, de sorte que leur intensité — la quantité émise par unité de PIB — diminue. S'agissant du découplage absolu, une seconde distinction s'impose selon le périmètre retenu : les émissions territoriales, produites sur le sol national, d'une part, et les émissions liées à la consommation des populations, d'autre part, ces dernières intégrant également les émissions générées à l'étranger pour fabriquer les biens importés.

Le découplage de la croissance et de la consommation est effectivement un **phénomène inédit** auquel nous assistons depuis quelques années et qui apporte un démenti à toutes les théories des décroissantistes, déclinologues et autres collapsologues

Selon le GIEC (2022), 23 pays ont déjà découplé leur PIB de leurs émissions territoriales ; 14 d'entre eux y parviennent même en tenant compte de tout ce qu'ils consomment, y compris les biens importés — impossible donc de prétendre qu'ils auraient simplement « exporté leur pollution ». Mieux : 67 des 116 pays émergents ont amorcé un découplage relatif. Ce qui signifie que leur croissance n'est plus liée à une augmentation des émissions de GES par unité de PIB.

Ce mouvement suit une loi robuste, la **courbe de Kuznets environnementale** : après une phase de développement polluante, un pays qui atteint un certain niveau de richesse voit sa pollution culminer, se stabiliser, puis chuter. Les États-Unis l'ont démontré : entre 1980 et 2011, leur PIB a bondi de 128 % et leur population de 37 %, tandis que les émissions de leurs six principaux polluants s'effondraient de 63 %.

Les données de longue période sont plus éclatantes encore. Dans l'ensemble des économies à haut revenu, entre 1960 et 2022, l'empreinte de chaque habitant a d'abord grimpé avec la richesse... puis s'est retournée. Les émissions de CO₂ par tête ont culminé au milieu des années 2000, autour de 15 tonnes, avant de refluer sous les 13 ; l'empreinte matière et la consommation d'énergie primaire ont plafonné à la même époque ; et les émissions de soufre, dont le pic remonte aux années 1970, se sont effondrées. Tout cela alors que le PIB par habitant, lui, n'a cessé de progresser. Point décisif : ces chiffres tiennent déjà compte de la production délocalisée à l'étranger. L'argument de la « pollution exportée » tombe définitivement.

Entre 2000 et 2015, alors que le PNB était en croissance aux États-Unis, la consommation des 5 plus importants métaux (aluminium, nickel, cuivre, acier et or) a diminué : 15 % d'acier en moins en 2015 par rapport à 2000, 32 % d'aluminium en moins, 40 % de cuivre en moins, etc. Pour l'aluminium, par exemple, cela s'explique par le fait que les canettes pesaient en moyenne 59 grammes alors qu'elles ne pèsent plus que 13 grammes aujourd'hui.

L'industrie manufacturière américaine connaît le même phénomène : alors que la production a augmenté de 43 % entre 1994 et 2016, le nombre d'établissements industriels – ou emplacements où se déroulent des activités manufacturières, a décru de près de 15 %

On constate le **même phénomène dans l'agriculture** : aux États-Unis, la consommation d'engrais a chuté de 25 % en 2015 par rapport au pic de 1999. La quantité d'eau pour les cultures a baissé de 22 % par rapport à son maximum en 1984. La surface céréalière cultivée aux États-Unis a été réduite d'une surface équivalente à l'État de Washington alors même que la production de céréales a grandement augmenté. Dans le même temps, le nombre de fermes a chuté, passant de 2,5 millions d'exploitations en 1982 à 2,050.000 en 2017. Avec une production en hausse.

Ce **phénomène de découplage entre la production agricole et la surface agricole** montre empiriquement que – contrairement au postulat sous-jacent à la méthodologie servant à calculer l’empreinte écologique – une augmentation de la production de biens, une augmentation de nos standards de vie ou une augmentation de la population ne nécessite pas nécessairement une surface supplémentaire pour procurer ces ressources ou absorber ces déchets. **Le concept même de « capacité de charge » à la base du calcul de l’empreinte écologique devient ici obsolète.**

Les grands émergents — Inde, Chine — s’approchent chaque jour du seuil où ils enclencheront à leur tour ce basculement.

4. L’effet rebond ? Une bénédiction, pas une malédiction

On nous objecte que tout gain d’efficacité est annulé par une hausse de la consommation. C’est vrai — mais quel est le but ? Réduire la consommation, ou réduire les émissions ? Confondre les deux est le postulat, erroné, de la décroissance.

Dès lors qu’une activité ne nuit plus à l’environnement, consommer cesse d’être un problème. Une population prospère, aux besoins croissants, accélère la marche du monde vers le bon versant de la courbe. Loin de brider la consommation, nous voulons l’encourager : plus la croissance progresse, plus le découplage mondial s’accélère.

Et n’en déplaise aux décroissants, la prospérité continue d’élever le bien-être, jusque dans les pays déjà riches. Une fois corrigée la manière dont chacun réévalue sa situation au fil du temps, la satisfaction de vivre continue de croître avec le revenu par habitant, même aux niveaux de richesse des États-Unis. Il n’existe pas de seuil magique au-delà duquel la croissance cesserait d’être utile : c’est une invention des théoriciens de la décroissance, que les données démentent.

5. Les ressources ne nous manqueront pas

Voilà cinquante ans qu’on nous annonce la pénurie imminente — comme voilà 175 ans qu’on prédit la mort du capitalisme. La réalité est que les stocks sont abondants, bien au-delà des besoins de la transition. Et le marché veille : quand une ressource se raréfie, son prix monte, ce qui pousse inventeurs et investisseurs à lui trouver un substitut souvent meilleur et moins cher. La rareté n’est pas une fatalité, c’est un signal qui déclenche l’innovation.

À l’inverse, une économie qui stagne n’invente rien : elle se contente d’accaparer l’existant. C’est la décroissance, et non la croissance, qui transforme la rareté en destin.

6. Notre vision : une révolution industrielle libérale

Le découplage exige une politique industrielle d’une ampleur inédite, adossée à un investissement privé massif : production électrique décarbonée sur un socle nucléaire et renouvelable, prolongation de tous les réacteurs possibles et nouveau parc (SMR et 4^e génération à l’horizon 2040), électrification des procédés, captation du CO₂, hydrogène et molécules vertes, réouverture de mines propres en Europe, carburants synthétiques neutres pour les poids lourds, les cargos et les avions, agriculture de précision, nouvelles techniques génomiques, reforestation massive et régénération de la biodiversité. C’est un projet de prospérité, d’emplois et de souveraineté.

Cette révolution est déjà en marche, et elle donne raison au marché. La révolution du solaire et des batteries — au cœur du découplage entre énergie et émissions — alimente aujourd’hui des millions de foyers dans les pays pauvres tout en bâtissant des fortunes dans les pays riches : croissance, création de richesse et bénéfices environnementaux massifs vont de pair. C’est la preuve vivante que l’innovation, portée par la prospérité et un cadre bien conçu, fait davantage pour la planète que tous les renoncements réunis.

7. Un conservatisme écologique à combattre

L'ennemi de l'environnement, ce n'est pas la consommation : c'est le conservatisme, le précautionnisme, l'inertie et les tergiversations des pouvoirs publics. Et c'est aussi le discours décroissant lui-même, qui freine la révolution écologique dont nous avons besoin. Chaque minute perdue rapproche l'échec de la transition.

Car partout où la croissance ralentit — par déclin démographique, par erreur politique ou par décroissance assumée — le niveau de vie stagne pour tous, à commencer par les plus fragiles. Le vrai problème de notre époque n'est pas que nous aurions eu trop de croissance : c'est que nous n'en avons pas assez. La prospérité n'est pas l'ennemie du climat. Elle en est la condition.